

INTRODUCTION GENERALE : CROISSANCE, DEVELOPPEMENT ET CHANGEMENT SOCIAL.

INTRODUCTION :

Des philosophes du XVIII^e siècle, les économistes ont hérité d'une confiance en un progrès irréversible, inévitable et linéaire. Comment, en effet, ne pas être impressionné par les perfectionnements matériels, techniques, scientifiques, sociaux... depuis deux siècles ?

Plus près de nous, quand en 1949, Fourastié écrivait *Le Grand Espoir du XX^e siècle*, l'avis était largement partagé que nos sociétés étaient entrées dans une ère de prospérité. La lutte contre les « raretés élémentaires » était gagnée : la famine, la malnutrition, les épidémies... étaient vaincues, d'autres allaient suivre, la pauvreté en particulier. Quant au tiers monde dont on allait découvrir l'existence, il était encore « en voie de développement » et son industrialisation permettrait bientôt un rattrapage.

Pourtant la pauvreté qui persiste dans les pays du tiers monde et celle qui se développe dans les pays industrialisés nous amènent à nous interroger sur ces deux siècles de croissance et de développement.

1) CROISSANCE ET DEVELOPPEMENT :

La croissance marque l'accompagnement dès le XIX^e, ce que l'on appelle la révolution industrielle, qui décuple le pouvoir de production de l'homme et permet de fournir des biens en une quantité jusque là inimaginable. Mais la croissance ne peut pas s'apprécier seulement en quantité. Elle affecte aussi durablement les structures économiques et sociales.

A) QUELQUES ELEMENTS DE DEFINITION :

a) La mesure de la croissance :

En France la croissance se mesure par l'augmentation en % du , c'est-à-dire la somme des valeurs ajoutées des unités résidentes + la TVA + les droits de douane. François Perroux définit ainsi la croissance économique comme « l'augmentation soutenue de cet agrégat (le PIB) pendant une ou plusieurs périodes longues ».

La croissance peut provenir de l'augmentation quantitative du facteur travail et du facteur capital (**croissance extensive**) ou de l'augmentation de la productivité (**croissance intensive**).

Parmi les facteurs principaux de la croissance, on retiendra les **ressources naturelles** (terre, ressources minières, pétrole, qualité de l'environnement...); les **ressources humaines** (offre de travail, éducation, discipline, motivation); la **formation du capital** (machines, usines, routes); la **technologie** (science, technique de l'ingénieur, gestion, esprit d'entreprise).

La mesure de la croissance à l'aide d'un agrégat tel que le PIB présente toutefois quelques limites :

- le PIB ne prend en compte que la production résultant d'une activité rémunérée. L'....., comme le travail et les productions domestiques et les activités bénévoles n'entrent pas dans le calcul du PIB.
- L'**économie souterraine** n'est pas prise en compte. Ni les activités illégales, ni les activités non déclarées ne sont comptabilisées.
- La croissance s'accompagne d'une détérioration de l'environnement qui n'est pas comptabilisée négativement, elle nécessite des infrastructures de plus en plus importantes,

elle épuise les ressources naturelles, elle engendre de plus en plus de nuisances (bruit, déchets, pollution). Il s'agit d'.....

- Le PIB et le PIB / habitant peut masquer les internes à un territoire. Il est donc important d'analyser la répartition des richesses au sein des pays (usage des déciles, quintiles, coefficients de Gini...).
- L'inflation doit être prise en compte. Il faut pour cela comparer les PIB
- Il faut enfin rendre possible la comparaison des pays à travers la méthode des parités de..... Un dollar ne permet en effet pas d'acheter la même quantité de biens au Mali et en France.

b) La notion de développement :

Le développement désigne la transformation des structures économiques mais également des structures sociales, culturelles, politiques, institutionnelles qui accompagnent et qui expliquent la croissance.

François Perroux définit le développement comme « étant l'ensemble des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ». Il s'agit donc d'un phénomène avant tout qualitatif alors que la croissance est un changement purement

La mesure du développement par des indicateurs comme le PIB n'est pas satisfaisante. Depuis 1990, les Nations Unies utilisent un nouvel indicateur, l'**IDH** (.....). Cet indicateur complexe comprend le (indicateur économique), l'..... et le (indicateurs sociaux).

Cette mesure plus rigoureuse du développement a conduit à modifier la hiérarchie mondiale entre pays. Le classement selon l'IDH diffère en effet du classement selon le PIB par habitant.

Toutefois, l'IDH fait lui aussi l'objet de critiques :

- seulement trois indicateurs composent l'IDH, c'est insuffisant.
- rien ne justifie le choix de l'espérance de vie, de l'éducation et du niveau de vie pour mesurer le développement humain plutôt que celui du respect des droits de l'homme ou la liberté politique.
- enfin, l'IDH est une moyenne nationale et masque donc de fortes inégalités entre les sexes, les régions, les classes de revenus.

Ainsi, en 1997, les économistes du PNUD (programme des nations-unies pour le développement) ont créé un nouvel indicateur, l'indicateur de pauvreté humaine (IPH), fondé sur trois éléments : l'espérance de vie, le niveau d'éducation (mesuré par le taux d'analphabétisation) et les conditions de vie, notamment l'accès aux services de santé et à l'eau potable, la malnutrition des enfants. Selon cet indicateur, la pauvreté est vue comme l'absence d'opportunités permettant de bénéficier d'une existence acceptable.

Amartya Sen reçoit en 1998 le prix Nobel d'économie pour sa contribution à la construction d'indicateurs du développement humain.

La notion de développement est aujourd'hui la plus utilisée car les variables prises en compte par les indicateurs sont insuffisantes. Le développement durable correspondrait à un type de développement qui répondrait aux besoins du présent sans compromettre la capacité des

générations futures. Il consiste à préserver les équilibres naturels et à assurer aux générations futures une qualité de vie au moins équivalente à celle des générations présentes.

B) CROISSANCE, DEVELOPPEMENT ET TRANSFORMATION DES STRUCTURES ECONOMIQUES ET SOCIALES :

1°) Une amélioration générale des conditions de vie :

La croissance se manifeste par une élévation du **de vie**, c'est-à-dire de la quantité de produits dont bénéficie une population, et par une augmentation du
..... Le revenu disponible et la consommation en volume des ménages ont connu, en moyenne, une forte progression depuis les années 50, ce qui a conduit à des bouleversements dans les structures de la consommation des ménages. (loi d'.....).

La croissance se manifeste aussi par une amélioration du **de vie**, c'est-à-dire des manières d'utiliser son revenu et son temps. Il s'agit d'une notion qualitative ; l'amélioration des conditions de vie va bien au delà de la simple élévation du niveau de vie : baisse de la pénibilité et du temps de travail, amélioration de l'habitat, meilleur accès à la culture et à l'information, augmentation du niveau de scolarisation, changements dans le rôle et le statut de la femme, amélioration de la qualification et de la santé...

2°) Les transformations de la population active :

L'analyse à long terme de la population active met en évidence plusieurs phénomènes :

- La population active est aujourd'hui occupée dans le secteur tertiaire (on parle de). Ainsi, en 1896, 26% des actifs travaillaient dans le secteur tertiaire, contre 33% en 1936 et 73% en 2005. Pour le secteur secondaire, ces chiffres sont respectivement 31%, 33%, et 23%. Pour le secteur primaire, 43%, 33% et 3,8%.
- L'évolution des **taux d'activité** par âge permet d'observer une entrée de plus en plus tardive dans la vie active et une sortie de plus en plus précoce en France.
- L'activité féminine s'est développée à partir du début des années 70. En 1950, le taux d'activité féminin se situe autour de 39%, en 2006, il est de 65%.
- Le salariat s'est fortement accru et représente plus de 87% des actifs en France.

La structure sociale (PCS) a fortement évolué depuis le début du siècle. Elle a évolué en rapport avec les mutations sectorielles (montée des services). On constate :

- un recul marqué des et un tassement progressifs des, des artisans-commerçants et des chefs d'entreprise.
- un accroissement des professions, des et des cadres et professions intellectuelles supérieures.

3°) L'évolution des structures démographiques :

Après une phase d'**accroissement naturel** faible pendant l'entre-deux-guerres, la population française a connu une progression lente et régulière à partir des années 50. Le recours à l'immigration jusqu'au milieu des années 70 a permis d'assurer une offre de travail suffisante. Le **solde migratoire** positif a longtemps été un facteur décisif de la croissance économique puisqu'il signifiait un apport nécessaire de main-d'œuvre étrangère. Depuis le début du siècle, on a observé d'importantes transformations des modèles familiaux en Europe. A partir des années 60, la cohabitation et les naissances hors mariage se sont développées, le taux de divortialité s'est accru...

L'accroissement naturel : Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période.

Le solde migratoire : Différence au cours d'une période entre le nombre de personnes venant résider dans un pays (immigration) et le nombre de celles allant résider à l'étranger (émigration).

C) LES INEGALITES FACE A LA CROISSANCE ET AU NIVEAU DE DEVELOPPEMENT :

a) Les limites du processus de croissance :

1°) Une croissance différente selon les pays :

Depuis la Révolution industrielle, l'écart entre le revenu par tête des nations les plus riches et le revenu par tête des nations les plus pauvres s'est constamment accru. En 1870, les nations les plus riches sont 11 fois plus riches que les plus pauvres. En 1995, ce chiffre a été multiplié par 5. (50 fois plus riches).

Le patrimoine des 15 individus les plus fortunés dépasse le PIB total de l'Afrique subsaharienne. (chiffres présentés par le PNUD en 1998 dans son rapport annuel).

L'exceptionnelle dynamique économique de certaines nations comme la Chine ou l'Inde, ne signifie pas que la croissance est une « nécessité historique » puisque certaines zones restent à l'écart de ce processus.

2°) Une croissance inégalement répartie au sein des pays :

Etre pauvre, ce n'est pas seulement avoir un revenu insuffisant, c'est aussi être privé des occasions de participer à la vie de sa communauté. Aux Etats-Unis, malgré un revenu par habitant le plus élevé au monde, près de 16,5% de sa population vivent dans la pauvreté. Malgré une période de prospérité économique et un niveau de chômage peu élevé, un cinquième de la population de l'Amérique est analphabète et 13% ont une espérance de vie inférieure à 60 ans.

De façon générale, pour que la croissance engendre le développement, il faut non seulement qu'elle donne lieu à une distribution des revenus monétaires suffisamment égalitaire, mais aussi que les investissements publics se fassent au de dépenses utiles au bien-être de la population. A partir des années 1990, la Banque Mondiale et le PNUD considèrent que, sans une amélioration préalable du capital humain, la lutte contre la pauvreté a peu de chances de réussir dans certains pays, ce qui tend à renverser la relation : le développement humain est alors vu comme une condition de la croissance.

3°) La détérioration de l'environnement :

La croissance s'accompagne de pollutions de l'eau, de l'air, du sol et de nombreuses nuisances (bruits, déchets...). Dès la fin des années 80, les atteintes à l'environnement

commencent à perturber les régulations de la biosphère (diminution de la couche d'ozone stratosphérique, accroissement de l'effet de serre). On parle d'*externalités négatives*.

Sachant qu'aujourd'hui, 20% des hommes consomment 80% des ressources de la planète, on peut s'interroger sur les conséquences d'une croissance généralisée sur le modèle qui prévaut à l'heure actuelle. L'environnement ne supporterait pas la mobilisation de 4 fois plus de ressources supplémentaires.

b) Les blocages du développement :

1°) Les inégalités de développement et leur interprétation :

Le développement n'est pas seulement une conséquence de la croissance, mais aussi une série d'adaptations et de transformations structurelles sans lesquelles la croissance est bloquée. Si la croissance correspond à une constatation objective, le développement est considéré chez la plupart des auteurs comme un mouvement en avant vers un état meilleur.

Walt Whitman dans *Les Etapes de la croissance* (1960), présente la croissance comme un processus universel dont le cheminement suit invariablement le tracé des pays riches à des rythmes et selon des époques différentes. A terme, tous les pays devraient s'industrialiser et accéder à la consommation de masse. (processus de rattrapage).

Pourtant, les inégalités multiformes de développement amènent à reconsidérer la « **thèse du retard** » affectant les PED. Ce point de vue est contesté par les qui analysent le sous-développement comme la conséquence du développement des pays riches et donc comme le résultat d'une *domination* ou d'une qui conduit au « mal-développement »).

D'autres estiment que le sous-développement est une situation spécifique, différente de la société traditionnelle. Parce que les pays déjà développés pèsent sur leur industrialisation de différentes manières, les pays en voie de développement ne sont pas dans la même situation que l'Angleterre ou la France il y a deux siècles.

Les trajectoires des pays en développement sont de plus en plus contrastées (impact de la colonisation, spécificités des choix des élites locales...) et s'enchaînent en fonction d'interdépendances et selon des causalités qui ne sont pas inscrites d'avance.

2°) Une autre conception du développement :

Développement et croissance ne vont pas toujours de pair. Si la croissance constitue bien une condition du développement, elle n'est pas toujours suffisante. D'où la nécessité de concevoir une **nouvelle conception du développement plus juste et plus humain**.

Le **PNUD** publie depuis 1992 un rapport annuel sur le « développement humain » ou développement, encourage un mode de développement qui se fixe comme objectifs : la protection du capital écologique pour les générations futures, la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'emploi, la cohésion sociale, la démocratie, la croissance économique pour une amélioration générale des conditions de vie.

II) VALEURS, STRUCTURES POLITIQUES ET DEVELOPPEMENT :

Les explications du développement économique sont souvent recherchées exclusivement parmi les facteurs économiques, tels que les volumes de capital et de travail disponibles ou les

techniques utilisées. Cette tendance a été exacerbée par l'inclination, héritée du marxisme, à expliquer l'économique par l'économique, et à considérer au contraire le politique ou le culturel comme des « superstructures » dépendant de l'infrastructure économique.

A) L'INFLUENCE DES VALEURS :

a) Religion et modernité :

La religion est un élément central du système des valeurs, spécialement dans les sociétés traditionnelles. Il n'est pas facile de savoir si la transformation des mentalités résulte d'un changement religieux ou si, au contraire, l'inflexion des croyances religieuses vient d'un changement des mentalités. Dans les deux cas, cependant, le facteur religieux influe sur le développement.

1°) *L'approche de Max Weber :*

Selon Max Weber, l'influence de Luther et de Calvin aurait été décisive dans l'avènement du capitalisme. Les valeurs véhiculées par le protestantisme : le travail et l'..... (le refus des dépenses superflues), ont permis l'enrichissement et l'épargne. Cette épargne a permis l'accumulation du capital, donc l'investissement et par suite le développement.

A l'inverse, la religion catholique a moins favorisé l'avènement d'une société moderne de type capitaliste dans la mesure où elle a longtemps condamné toute forme d'enrichissement et de prêt à intérêt.

La thèse de Weber a été vivement critiquée par les historiens. Elle reste pourtant d'actualité dans la mesure où le lien entre religion et développement constitue un puissant facteur explicatif des écarts de développement.

2°) *La religion, un élément central du système de valeur :*

Les préceptes religieux peuvent agir directement sur l'économie (exemple de l'interdiction du prêt à intérêt, du devoir d'aumône, de sacrifices de bétail, de la place accordée à la femme. Les concepts religieux fondamentaux forgent la mentalité profonde de l'individu, en conditionnant sa vie intellectuelle et sa façon de percevoir le monde et bien sûr, au delà, chaque religion structure l'individu et lui permet ou l'empêche d'agir, d'entreprendre, d'engendrer le développement.

En Occident, à partir du XVIe siècle, naît ainsi un mouvement général de libération des consciences, c'est-à-dire apparaît la possibilité de décider de son destin, de penser le monde par soi-même. Cette liberté favorise l'innovation économique, l'esprit d'entreprise et la recherche scientifique. Elle produit donc des effets directs et indirects favorables au développement économique. Celui-ci, va accélérer l'évolution des mentalités, entraîner un recul des interdits religieux et, finalement réduire la religion pour l'essentiel à la sphère privée.

Notons que le développement conditionne aussi les phénomènes culturels en bouleversant les modes de vie. C'est le cas de la révolution industrielle qui a fait naître le prolétariat et déclenché l'exode rural, du fordisme qui a développé la consommation de masse...

b) Le concept de rationalité au cœur du changement social :

La se caractérise par des comportements et des actions qui découlent d'une décision réfléchie, d'un choix. Une action rationnelle serait donc logique et efficace.

Selon Max Weber, la rationalité instrumentale est la valeur centrale des sociétés modernes. Celle-ci a favorisé le développement de l'entreprise capitaliste puisqu'elle s'appuie sur une approche méthodique et pragmatique des problèmes, fondée sur le calcul. Le développement des sciences et de la rationalité explique le passage de sociétés dominées par la tradition et la religion à des sociétés fondées sur le contrat et sur des rapports formels et impersonnels. Ceci s'accompagne du développement de nouvelles valeurs tels que l'individualisme et d'un risque que Max Weber qualifie de « ».

Cette rationalité instrumentale continue à se développer, mais ne touche pas toutes les sociétés humaines. Dans les zones moins développées, d'autres logiques sont à l'œuvre, qui privilégient le maintien des liens et de l'ordre social, plus que la recherche du profit et de l'accumulation. Il n'existe pas en effet de voie unique dans la marche vers la modernité. A. Sen montre à cet égard, que le système de valeurs asiatique a connu son propre processus de rationalisation, ce qui lui a permis de créer un modèle de développement différent.

B) LA DIMENSION POLITIQUE DES MUTATIONS SOCIO-ECONOMIQUES :

a) Ouverture idéologique et développement :

Un Etat de droit et la stabilité politique restent les éléments clés de la croissance et du développement économique. On constate ainsi certains pays du tiers monde voient leur développement limité par la corruption ou l'enrichissement des élites (Russie aujourd'hui) ou par les conflits qui viennent déstructurer l'activité économique. En effet, les pays aujourd'hui les plus développés sont ceux qui sont aussi les plus démocratiques. La démocratie politique est une forme de limitation du pouvoir des gouvernants ; elle offre la garantie d'une certaine liberté d'entreprendre et d'innover. Toutefois on ne peut pas affirmer que la démocratie est le préalable à la croissance : certains pays comme le Chili hier, ou la Chine aujourd'hui, ont amorcé une croissance vigoureuse dans un contexte politique dictatorial.

b) L'Etat comme stimulant du développement :

L'Etat peut intervenir activement pour soutenir la croissance économique. Il peut participer directement à la construction des infrastructures de transport (canaux, voies ferrées, routes) et grands réseaux (électricité, téléphone). Il intervient dans la gestion de la monnaie, protège les marchés de la concurrence extérieure ou des risques de monopoles. Il peut enfin créer un environnement juridique et institutionnel favorable.

L'industrialisation a ainsi été largement facilité par des lois françaises (loi autorisant les SA en 1967...). De même, dans les pays d'industrialisation plus tardive, Allemagne, Japon, Russie, le décollage économique a été largement provoqué, voire mené par l'Etat.

Enfin, dans la deuxième moitié du XXe siècle, le succès des NPI comme le fort développement des autres pays de l'Asie du Sud est largement lié au modèle d'encadrement politique et social de la population.

La tendance générale est la montée progressive du rôle de l'Etat, car il est difficile qu'une économie de marché livrée à elle-même se régule de façon satisfaisante. Si l'ouverture des marchés et l'intégration européenne amènent à **reconsidérer le rôle de l'Etat**, ce n'est plus pour refuser, mais pour réfléchir à ce qui peut rendre son action pertinente pour accompagner les mutations économiques et sociales profondes.

NB : On oppose, sur le plan théorique, un **Etat-gendarme** qui n'intervient pas dans la vie économique et sociale et un **Etat-providence** dont la mission est de garantir le bien-être social (système de protection des citoyens contre les différents risques).